



DÉCLARATION SUR LE "REAMENAGEMENT" GOUVERNEMENTAL ET SES TÂCHES

Le FDR partage la profonde déception des très nombreux Sénégalais qui constatent que le réaménagement en date du 6 septembre 2025 du gouvernement ne donne aucun signal positif concernant la prise en charge de leurs véritables problèmes de survie quotidienne. Ceux-ci ont pour noms inondations avec le sentiment poignant d'être abandonné à son sort, hausses des prix, licenciements et, plus généralement, blocage de l'économie sénégalaise.

En effet, aucune disposition dans ce qui vient d'être fait n'atteste d'une quelconque volonté de trouver des solutions à ces difficultés grandissantes. Bien au contraire, il s'est agi d'un remaniement purement politicien qui s'inscrit dans un projet désormais clairement affiché d'institutionnaliser l'Etat-Sonko sous l'appellation de "Parti-Etat".

Dans ce cadre, les changements opérés au niveau des ministères de la Justice et de l'Intérieur n'annoncent ni plus ni moins qu'une radicalisation de la politique de persécution des opposants en application depuis plus de 15 mois. En effet, il ne fait aucun doute que le "projet" consiste à "effacer" les lois protégeant les libertés et le pouvoir judiciaire lui-même, afin de donner libre cours au revanchisme d'un homme dont le rêve profond est d'instaurer une dictature au Sénégal.

Un seul parti, Pastef, va pouvoir contrôler le fichier électoral, la validation des candidatures à toute élection, l'organisation des élections et même le traitement des recours judiciaires ! Un très net recul qui annonce des jours sombres pour la démocratie sénégalaise.

Ce n'est donc que justice que l'opposition sénégalaise, regroupée au sein du FDR, fasse face à ce projet liberticide et antidémocratique avec toute la détermination nécessaire.

Le FDR appelle en conséquence tous les Sénégalais à se mobiliser autour des actions de résistance populaire qui seront menées en vue d'obtenir notamment :

- Le retrait des mesures antisociales contenues dans le Plan de Redressement Économique et Social, notamment la hausse du coût de l'énergie et la taxation du mobile money, qui risquent d'étrangler durablement les ménages et tous les secteurs économiques, le secteur informel notamment ;
- L'institution concertée d'un organe en charge des élections ;
- L'élaboration d'une loi consensuelle relative aux partis politiques ;
- Le respect des décisions de justice, notamment celles du Conseil constitutionnel ainsi que des condamnations définitives rendues par les juridictions ;
- L'arrêt du harcèlement judiciaire contre les opposants, les journalistes et autres voix critiques ;
- La libération immédiate et inconditionnelle des prisonniers politiques et d'opinion.

Le FDR appelle au rassemblement dans les villages, dans les quartiers, dans les communes et dans les départements, bref partout dans le pays, pour arrêter cette dérive qui se nourrit d'une incompétence certaine et qui, si nous ne prenons garde, détruira le pays et notre démocratie.

Dès le mois prochain, dans la région de Dakar particulièrement, le FDR appellera à des manifestations populaires. Le FDR demande en conséquence à ses militants et responsables de mettre en place immédiatement des comités d'organisation unitaires, avec l'ensemble des forces vives, dans les communes et dans les villes pour l'arrêt des agressions antisociales et antidémocratiques, et la satisfaction des revendications populaires.

Fait à Dakar, le 10 septembre 2025
La Conférence des Leaders